



## Réveillez-vous ! La population a besoin de mesures et de solutions, pas de pommiers

**Discours de Christian Levrat, conseiller aux Etats (FR), président du PS Suisse**

*Seules les paroles prononcées font foi.*

Chers camarades, chers collègues, chers amis du Parti socialiste,

J'ai reçu cette semaine un courrier d'un membre de notre parti, Stéphane. Il habite Villars-sur-Glâne, dans le canton de Fribourg, et il s'inquiète pour son job. Son entreprise va mal, elle licencie. Des repreneurs s'annoncent, puis repartent ; le climat est lourd. Même s'il n'est pas directement touché pour l'instant, il cherche un autre emploi, histoire d'assurer ses arrières. Il faut dire qu'avec ses deux enfants, il doit faire attention à chaque franc, et qu'une longue période de chômage serait très problématique pour la famille.

Il cherche donc, et tombe sur une annonce qui lui paraît correspondre à ses compétences. C'est une entreprise de placement, Universal Job, à Lausanne, qui cherche des opérateurs de production pour une entreprise spécialisée dans le conditionnement à Châtel-Saint-Denis. Comme il a l'habitude de travailler en équipe, il n'est pas trop effrayé par la mention « 3 x 8 ». Même s'il n'aime pas trop travailler la nuit, Stéphane est prêt à faire un effort. Tant pis, il essaiera de voir ses enfants à d'autres moments qu'en soirée. Il renoncera parfois à s'entraîner au foot le lundi soir, avec ses collègues vétérans.

Mais Stéphane ne travaillera pas pour Universal Job. Le salaire proposé correspond à moins de la moitié de ce qu'il gagne actuellement. Impossible de faire vivre sa famille avec 17,50 francs de l'heure, 13e salaire, vacances et jours fériés inclus. Si comme dans toutes les entreprises civilisées, vacances et 13e salaire étaient payées séparément, le salaire horaire tombe alors à 14 francs de l'heure.

Camarades,

Vous avez bien entendu, 14 francs de l'heure, en Suisse romande et à dix minutes de Vevey. Dans une des régions de Suisse où les loyers sont les plus élevés. Pour une multinationale de l'emballage, qui soutient sur son site web – et je cite – : « assurer à nos salariés des conditions de travail sûres et agréables. Nous nous engageons à faire en sorte que chacun puisse progresser et développer ses compétences et ses capacités. »

En fait, cet emploi n'est pas prévu pour Stéphane. Il est prévu pour un migrant, ou plus précisément une migrante. L'annonce demande « un permis de travail valable pour la Suisse ». Elle attend des candidats qu'ils s'expriment « correctement en français ». Parce que seul le désespoir économique dans lequel sont plongés nos amis portugais ou espagnol peut contraindre à accepter de tels salaires de misère.

Camarades,

Je ne sais pas ce que provoquent de telles offres d'emploi chez vous. Mais moi, elles me mettent dans une colère noire.

Parce que ces exploiters de la misère prolifèrent, à deux pas de chez nous.

Parce que nous n'avons pas de salaires minimaux pour garantir que la dame portugaise qui acceptera cet emploi à 14 francs de l'heure puisse vivre dans la dignité.

Parce que les autorités cantonales de surveillance du marché du travail ne font pas leur travail.

Parce que ce type de cas constitue un poison pour la libre circulation des personnes. Sérieusement, comment pensez-vous convaincre Stéphane et ses collègues de soutenir la poursuite de la libre circulation, lorsqu'ils se trouvent confrontés à de telles pratiques ? Lorsqu'ils sont en concurrence avec des migrants que l'on contraints à travailler pour 14 francs de l'heure ?

C'est à cause de cette offre d'emploi, et de quelques milliers d'autres similaires, que nous perdrons les prochains votes sur la libre circulation. C'est parce que Stéphane a vu son salaire stagner, ses primes d'assurance maladie exploser, son loyer atteindre des sommets, qu'il doute de nous et de nos recettes. Et c'est parce qu'il a peur aujourd'hui pour son avenir et celui de sa famille, qu'il refusera la libre circulation. Et c'est par désespoir que les collègues genevois de Stéphane ont voté MCG, pour donner un signe, pour dire que ça ne peut plus continuer comme ça.

Et que font pendant ce temps-là les partis bourgeois ? Ils distribuent des pommes et couvrent notre pays d'affiches financées par Economiesuisse et mettant en scène des pomiers. Ils ont retenu la leçon de la campagne de Jacques Chirac en 1995. Quand rien ne va : « mangez des pommes ». Et ils semblent sérieusement croire qu'une belle pomme bien rouge, avec une arbalète et une croix suisse, va convaincre Stéphane de soutenir la poursuite de la libre circulation. Messieurs, sortez de vos bureaux ! Ouvrez les fenêtres du Palais fédéral ! Allez voir une fois, rien qu'une fois, ce que dit la Suisse profonde, celle qui travaille et qui s'inquiète ! Ecoutez, un instant, rien qu'un instant, la mère de famille contrainte de rester dans un deux pièces alors que sa tribu s'agrandit ! Messieurs – parce qu'il s'agit d'hommes, les Karrer, Bigler, Müller – l'heure des pommes est révolue !

Camarades,

Le rôle et la raison d'être du Parti socialiste s'est d'être aux côtés de Stéphane dans cette affaire. De place, avant toute chose, notre combat pour l'amélioration des conditions de vie des milieux populaires et des classes moyennes. D'éviter au moins qu'elles ne se dégradent du fait d'une politique économique bourgeoise, aveugle et égoïste. D'une politique centrée sur les intérêts de quelques spéculateurs fonciers et autres exploiters de misère.

C'est pour eux, pour Stéphane et ses milliers de collègues, que nous ne pouvons soutenir, sans conditions, l'extension de la libre circulation à la Croatie. Que nous devons déjà aujourd'hui dire clairement que, sans des améliorations substantielles en droit du travail, dans le domaine du logement et dans le secteur de la formation, nous ne soutiendrons pas l'extension de la libre circulation des personnes à la Croatie.

Vous avez constaté, comme moi, que nos amis radicaux et démocrates-chrétiens frisent l'hystérie. Ils dénoncent un chantage du Parti socialiste. Laissez-moi le dire clairement : il ne s'agit pas de chantage. Et il ne s'agit pas du Parti socialiste. Ce n'est pas le PS qu'ils doivent convaincre du bien-fondé de la poursuite de la libre circulation ; c'est le peuple. Et les salariés veulent voir disparaître ces offres d'emploi à 14 francs de l'heure. Et les familles de nos villes veulent pouvoir se loger décemment, à des prix abordables. Et tous se demandent comment il se fait que nous ne formions pas suffisamment d'infirmières et de médecins en Suisse.

Bien sûr, ni l'exploitation des salariés, ni la pénurie de logement ne sont nées de la libre circulation. Mais notre politique migratoire agit comme une loupe : elle met en évidence les lacunes et les négligences de nos autorités. Et la poursuite d'une politique ouverte implique le maintien d'une cohésion sociale forte, la restauration de la conviction que tous, peu ou prou, bénéficient des bienfaits de la croissance.

Camarades,

Aujourd'hui, la droite se cabre. Elle ne saurait donner raison au Parti socialiste, ne saurait satisfaire la moindre de ses exigences. Elle se cabre et nie la réalité, celle qui montre que le scepticisme gagne ses propres rangs. Le Parti libéral-radical est sorti laminé des élections au Grand Conseil genevois. La progression de la Lega au Tessin et du MCG à Genève montre que le doute gagne les milieux urbains, les classes moyennes, confrontées pour la première fois à une concurrence migratoire, celle des frontaliers. Les anciennes majorités disparaissent. Et les voix, à gauche comme à droite, qui demandent une remise à plat de nos politiques migratoires deviennent de plus en plus claires.

Le Conseiller fédéral Schneider-Ammann est placé face à un choix simple : soit il abandonne la libre circulation des personnes et cherche une solution avec l'UDC pour restaurer des contingents. Soit il améliore les mesures d'accompagnement pour répondre aux craintes d'un électorat initialement ouvert, mais aujourd'hui très désécurisé par l'évolution de la situation.

Le statu quo, ne rien faire et distribuer des pommes, ça n'est pas tenable. C'est la politique de l'Autriche. C'est Pierrot tu dors ! Ou plutôt Johann tu dors ! Refuser de discuter de protection salariale, refuser de jouer un rôle dans la construction de logements, refuser de réfléchir à nos politiques de formation, c'est confondre le Conseil fédéral et une maison de repos. M. Schneider- Ammann, il est l'heure de se réveiller et de se mettre au travail. Acceptez la main que nous vous tendons, et cherchez avec nous :

- Des solutions pour supprimer le dumping salarial et regagner la confiance de Stéphane ;
- Des mesures efficaces pour répondre à la pression subie par les régions frontalières, en premier lieu par Genève et le Tessin ;
- Des moyens pour relancer la construction de logements coopératifs et pour limiter l'augmentation des loyers initiaux
- Des recettes pour faciliter le retour à la vie active des mères et des pères de familles.

Johan Schneider-Ammann, réveillez-vous. Oubliez les coups de mentons et la rhétorique belliqueuse des Darbellay et Müller. Ils font leur job, en défendant ce qu'il reste de leur parti. Faites le vôtre. Demain il sera trop tard, vous aurez perdu le vote sur la libre circulation et, plus grave encore, la confiance de Stéphane.

Camarades,

Nous vous invitons aujourd'hui à une double décision. Nous avons voulu que cette Assemblée dise clairement et suffisamment tôt, que le Parti socialiste ne soutiendra pas, si rien n'est fait, l'extension de la libre circulation à la Croatie. Mais également qu'elle nous donne mandat de combattre l'initiative de l'UDC contre l'immigration de masse.

Il ne vous aura pas échappé que l'UDC décrit une situation économique et sociale assez proche des constats que nous dressions. Et qu'elle cherche par là-même à convaincre Stéphane et ses amis de soutenir son initiative. Elle tait par contre les solutions proposées par l'initiative et n'en débattent pas.

Ces solutions tiennent en quelques mots: l'instauration d'un régime de contingents en lieu et place du régime de la libre circulation des personnes. Or la Suisse a connu trois phases d'immigration marquées dans les cinquante dernières années: dans les années 1960, dans les années 1980 et actuellement. Ces trois phases se sont déroulées sous divers régimes sur le plan légal: celui des contingents, celui des saisonniers et enfin, aujourd'hui, celui de la libre circulation des personnes. Les deux phases précédentes ont connu une immigration, rapportée à la population d'alors, plus marquée qu'aujourd'hui. Le volume global de l'immigration est largement dépendant des besoins de l'économie et non pas, toute notre histoire le montre, du statut juridique réservé aux immigrants.

L'initiative populaire "contre l'immigration de masse", tout comme l'initiative d'Ecopop, sont inefficaces et inutiles et ne tiendront pas les promesses qu'elles font. Tout au plus constituent-elles une forme de programme d'occupation pour les administrations fédérale et cantonales. Elles visent à remplacer un système relativement souple par une machinerie kafkaïenne. Elles visent à remplacer un système dans lequel l'économie, de manière transparente, fixe le volume de l'immigration en Suisse par un système où l'administration, sous la pression des lobbies, serait amenée à fixer des contingents.

Plus grave, elles impliquent un retour au statut de saisonnier, un statut inique, dégradant, qui fleure l'exclusion et le racisme. Ce n'est pas en précarisant les étrangers et en les contraignant à vivre séparés de leurs conjoints et de leurs enfants que nous résoudrons les problèmes de logement et que nous combattons avec succès le dumping salarial. Au contraire, livré au bon vouloir de leurs employeurs, les migrants seront amenés à accepter des conditions de travail plus déplorable encore que celles qui leurs sont faites aujourd'hui.

Nous allons gagner contre l'initiative de l'UDC. Parce qu'elle rappelle des temps que l'on croyait révolus, parce que les solutions qu'elle propose ont montré, au cours de l'histoire, leur inefficacité. Parce qu'elle supprimerait la possibilité pour les Suisses de se mouvoir librement en Europe. Nous allons gagner contre Ecopop, parce que notre peuple a trop de bon sens pour croire qu'une limitation des naissances et une réduction à zéro du solde migratoire constitue une solution pour le moindre de nos problèmes. Mais si nous ne faisons rien, l'indolence de nos autorités sera sanctionnée par le peuple lors du vote sur la Croatie. Pour gagner cette votation-là, il ne va pas suffire de simplement crier sur les toits que la libre circulation constitue le cœur de l'« Erfolgsmodell Schweiz ». Il ne va pas suffire de distribuer des pommes dans la rue et il ne suffira pas non plus de couvrir le pays d'affiches de pomiers sponsorisées par Economiesuisse.

Le produit intérieur brut par tête a stagné ces dernières années en Suisse. Le dumping salarial est largement répandu dans les branches les plus contrôlées. 40% des entreprises se trouvent dans l'illégalité. Le parc de logement, en particulier dans les agglomérations, n'a pas été développé pour satisfaire à cette demande accrue. Et nos politiques publiques peinent à intégrer suffisamment les femmes et les migrantes déjà installées en Suisse sur le marché du travail.

Si l'on veut se limiter à un pilotage numérique de l'immigration, alors il faut poser d'autres questions. Il faut poser la question de nos politiques fiscales, de la promotion économique exogène qu'un certain nombre de cantons a mené au cours des dernières années. Il faut poser la question de nos pratiques en matière de formation. Il y a évidemment quelques contradictions à constater que, ceux-là même qui aujourd'hui tentent de limiter l'immigration par voie de contingents, s'opposent à un renforcement des politiques d'intégration qui permettraient d'augmenter le taux d'activité des étrangers établis en Suisse sur le marché du travail.

Il faut constater que ces mêmes personnes s'opposent à des mesures visant à simplifier la conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale pour les femmes. Pire, avec l'initiative de l'UDC sur les familles, ils appellent le peuple à renvoyer les femmes à leurs fourneaux.

Mais c'est leur faire injustice, je le reconnais. Vous connaissez mon goût pour l'exagération. L'UDC ne veut pas renvoyer toutes les femmes au fourneau. Non. Pardon. Je ne recommencerai plus et m'en tiendrai au fait. Donc je reformule : L'UDC veut payer les hommes riches pour que leurs femmes restent à la maison.

Parce que nous ne votons pas sur les familles. Nous votons sur des déductions fiscales. Nous ne votons pas même sur des déductions fiscales généralisées pour toutes les familles : non, seulement pour celles dont la femme ne travaille pas. Et nous ne votons toujours pas sur des déductions fiscales pour toutes les familles dans lesquelles la femme ne travaille pas. Non. Seulement les plus aisées d'entre elles.

En effet, et je vous serais reconnaissant d'insister sérieusement là-dessus dans ces dernières semaines de campagne, la moitié des familles ne paie tout simplement pas d'impôt fédéral direct. Donc pas d'impôt, pas de cadeau fiscal.

Pour les autres, en admettant que les déductions correspondent à ce qu'elles sont aujourd'hui pour les frais de garde, ce qui occasionne tout de même des pertes fiscales de 1,4 milliards de francs, une famille avec un revenu imposable de 60'000 francs pourrait recevoir une ristourne d'impôts de 200 francs. Avec un revenu de 200'000 francs, ce sont 2'600 francs d'impôts qui seront économisés.

Donc en clair : ceux qui déduisent aujourd'hui des frais de garde ne reçoivent rien. Ceux qui ne paient pas d'impôt fédéral direct ne reçoivent rien à ce titre. Nous ne parlons pas ici, évidemment, des familles monoparentales ou recomposées, qui ne sont en rien concernées par cette initiative. Les familles de la classe moyenne économisent peut-être de quoi faire une visite au zoo. Les plus aisés peuvent se payer une semaine de vacances supplémentaires, en bord de mer.

Le tout financé par l'Etat, par les contribuables. Il faut rejeter cette initiative. Elle va contre les intérêts du pays en privilégiant, une fois encore, les personnes déjà aisées. Mais surtout c'est un hold-up dont les milieux populaires et les classes moyennes sont les victimes. L'UDC une fois de plus montre son vrai visage : derrière ses positions conservatrices, se cache toujours la défense des privilèges de quelques supers riches. Il n'est pas étonnant dès lors qu'elle soit en première ligne pour combattre notre initiative 1:12.

Mes chers amis,

Revenons à Stéphane.

- Il votera justement cette initiative 1:12. Bien sûr, elle n'arrange pas directement ses affaires. Mais il trouve obscène que certains s'enrichissent sans borne, alors que lui a peur pour ses enfants.
- Sa famille ne profitera pas de l'initiative de l'UDC, si nous l'expliquons correctement, il votera avec nous.
- Il sait que le retour des contingents ne résoudra pas ses problèmes d'emploi. Et il refusera aussi cette initiative-là, en février prochain.
- Mais il attend de nous autre chose que des discours rassurants sur la libre circulation. Il exige de nous des résultats. Et si nous sommes clairs, solidaires, déterminés, nous les obtiendrons et pourrons le convaincre de soutenir la poursuite de cette libre circulation à l'occasion du vote sur la Croatie.

Les racines, la raison d'être et l'essence-même du Parti socialiste, c'est d'être du côté de Stéphane...